

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article391>

kalbandé

- Expressions - Contributions -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : lundi 21 février 2005

Mis à jour le : lundi 30 juin 2008

UGTG.org

Lalit rèd, men lalit bèl !! disaient nos anciens. Le renoncement est criminel, au nom du droit à la vie, toujours, ici et maintenant, nou pépa fè dèyè.

Tant pis pour ceux qui n'ont pas vu venir le grand soir si bien décrit dans leur manuel.

Tant pis pour ceux qui confondent l'accession au pouvoir politique et la lutte politique.

Tant pis pour ceux qui ont cru que la lutte pour la liberté s'arrêtait aux programmes et projets politiques discourant de liberté.

Les travailleurs de Guadeloupe, le peuple de Guadeloupe, an Konsyans balan é inité, eux respirent et pratiquent la lutte pour toutes les libertés et ce, constamment, défaisant ainsi le Kabouya politique, économique, social et culturel par lequel l'Etat Français et le capital international nous enserre.

Kabouya politique.

L'essentiel des débats que nous propose la classe politique, se résume à faire croire que seul le changement des institutions qui administrent le département, la région, la région ultra-périphérique, ultra-marine, DFA...peut-être source de progrès, donc providentielle solution à nos difficultés.

Les politiques jouent et rejouent leur partition favorite, la même qui depuis la colonisation anime le débat politique : quel statut, quelle institution, quel rapport avec la "Métropole" ; quel degré d'assimilation nous garantira le mieux notre filiation à la France, tout en nous autorisant à exprimer nos spécificités, notre créolité, nos particularités dus à notre éloignement, à notre culture, etc. En somme, nous devons nous décider à réclamer un statut de Français majeur.

Eux, politiques de Guadeloupe, qui nous ont, des années durant, invalidés et zombifié par le soutien qu'ils ont porté aux politiques d'aliénation, d'assimilation et d'assistanat, des différents gouvernements de la France,

Eux, politiques de Guadeloupe, qui ont encouragé l'interdiction de vivre, de manger, de parler créole, de chanter, de danser le Gwo Ka, de se réclamer de l'Afrique et de la Caraïbe, voulant faire de nous des petits fils de Gaulois, des français mofwazé d'outre mer,

Eux, qui au Sénat et à l'Assemblée Nationale Française, ont voté les lois d'assimilation, de départementalisation, de départementalisation-adaptée, de départementalisation-régionalisation, de départementalisation-décentralisation, autant de changements dans l'organisation administrative de la France qui se sont traduits par plus d'intégration, plus de dépendance, plus de RMI, pour nous et surtout plus de défiscalisation et d'aides publiques pour les capitalistes.

Eux, encore aujourd'hui, sont persuadés qu'ils perpétueront à l'infini cette pratique politique consistant essentiellement à disposer du pouvoir pour asservir les hommes et assurer leur ascension personnelle.

En face, le peuple, intégré et désintégré en population de la République, observe, dérouter et désabusé, se

demandant qui croire, qui suivre, où en sont ses intérêts, et où en sont ses préoccupations ?

Il constate médusé, estèbékwè, qu'il n'y a plus de partis politiques, plus d'oppositions.

Ainsi, l'entreprise d'infantilisation du peuple de Guadeloupe, de négation des hommes, se poursuit grâce à la complicité des hommes politiques de Guadeloupe, embourbés dans le mensonge, les compromissions et les reniements caractéristiques de leur politique. Yo tout sé on bann kriminel.

Kabouya économique.

Dans une brochure publiée au début de l'année 2004, l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) l'IEDOM (Institut d'Emission des Départements d'Outre Mer) et l'AFD (Agence Française de Développement), 3 institutions de l'Etat Français, affirment que la Guadeloupe a connu durant la décennie 1990 une progression de son PIB (Produit Intérieur Brut - ensemble des richesses produites par toutes les entreprises exerçant en Guadeloupe une fois payée les marchandises mais avant les salaires et les frais de productions) de 27,30% soit une moyenne annuelle de 2,4%.

Seulement cette croissance exceptionnelle confirme d'abord

la part prépondérante de l'administration (27% de la valeur ajoutée et 40% des salaires) ; la disparition des activités productives (Agriculture 4%, Industrie 7%, Construction 9%, commerce services et administration 80%) ; la permanence des importations et du chômage (34% de la population active).

Autrement dit l'activité économique a profité principalement aux importateurs-distributeurs, aux établissements financiers, aux entreprises de services. Ils maintiennent leur marge, ne créent pas d'emploi et bénéficient des augmentations des revenus pour le développement de la consommation.

Nous avons là l'explication de la colère et de la sauvagerie des patrons lors de la grève des dockers. En fait, c'est bien eux qui ont pris en otage notre pays et notre économie. Dans tous les discours des politiciens et des patrons, nous sommes assommés de slogans tels que " l'économie va mal, les entreprises ne peuvent plus avec les grèves " au point de nous culpabiliser et de toujours remettre à demain nos revendications.

Maintenant, leurs instituts déclarent tout le contraire... Zafè a yo ka maché ! !

Elles disent mieux, elles ne comprennent pas qu'avec ce taux de croissance nous n'arrivons pas à employer plus. Seulement, il faudrait être vraiment zonbi pour ne pas comprendre les enjeux. L'enjeu de permanence des rapports sociaux d'exploitation capitaliste dans une société coloniale.

D'ailleurs nos politiciens le savent puisqu'ils ne s'autorisent aucune intervention politique dans le domaine de l'activité économique. Leur rôle consiste à l'alimenter par des subventions.

Comment peut-il en être autrement quand c'est le concept même de développement et de croissance économique à laquelle ils se réfèrent qu'il convient de kalbandé.

Davwa nous le réaffirmons que : le développement économique de la Guadeloupe comme fondement de l'équilibre social et de l'épanouissement des hommes est un leurre si elle ne relève pas d'une stratégie politique révolutionnaire

tendant à transformer les rapports sociaux, à rompre avec les liens coloniaux qui nous enchaînent à la France et à combattre les rapports de domination capitaliste.

Kabouya social.

Il est bien connu qu'il faut diviser pour mieux régner.

Les tentatives d'unification de notre peuple, la restauration du liant social qui fut l'une des caractéristiques fondamentales de la société de nos ancêtres arrachés du sol africain, sont sérieusement contenues et brimées. La division sociale entre Fonksyonè et non Fonksyonè, entre Entélektyel et non Entélektyel, entre Nèg é Zendyen, constitue en ce sens, l'une des composantes majeures contribuant au délabrement de notre tissu social.

Conséquences :

Gare aux têtes qui dépassent. La répression coloniale sous toutes ses formes, et ce, quelque soit le domaine, se fait le gardien du temple de la bonne conduite.

Face aux revendications des travailleurs, traduisant l'expression même du mal-être social, le pouvoir colonial français utilise sans vergogne son arme favorite de déconstruction massive qui consiste à légitimer toute répression antisyndicale à l'endroit des militants combattifs et des organisations syndicales qui ne se seront pas rendus au rendez-vous de la « **NORMALISATION DU DIALOGUE SOCIAL** »

Kabouya culturel.

Toujours au nom d'une certaine liberté de penser, des essayistes de tout poil, encore soumis au diktat de la pensée et de la philosophie du maître, s'échinent par la quête d'une certaine originalité.

Incapables de penser par eux-mêmes, sur les réalités du pays, sur le passé, donc sur l'avenir, ils se complaisent à vouloir démontrer au maître comment ont-ils bien appris la leçon.

Hors du champ social, hors du champ politique, culturel ou économique, hors-jeu par conséquent.

Par ces atermoiements cérébraux constants, cultivés sur le terreau de la lâcheté, la paresse et de la médiocrité, nous sommes loin d'une quelconque libération de toute pensée intellectuelle.

Hormis le Gwo-Ka qui résiste au temps, héritage culturel de la résistance de nos ancêtres, les couleurs de la vie par l'expression Wouklé qui se dégage des toiles de quelques artistes peintres, tout un pan de notre production artistique ne s'apparente qu'à des soubresauts du mimétisme colonial.

Est-ce cela le pays pour lequel nous devrions, à entendre certains, avoir de l'amour. Ce pays qui n'est ni notre terre, ni notre mère, ni nourricière, pourquoi devrions-nous l'aimer ?

L'aimer autant que Vion et Vial-Collet, autant que Viviès et Mayéko, autant que Aubéry et la CGM, autant que Hayot et Carrefour ?

Le pays à aimer est celui qui nous reste à construire, celui d'aujourd'hui doit être kalbandé.

C'est un travail long, difficile où nous aurons à donner beaucoup de nous-mêmes. Mais nous avons commencé et nous y croyons.

Notre présence massive dans les entreprises, les débats que nous soutenons, les luttes que nous menons sont autant de ti roch rivyè pour notre projet stratégique de déconstruction reconstruction.

« Sonjé pou Vansé » « Sa ki ta'w, sé ta'w, Touris pé rapòté lontan plis pou nonm é péyi Gwadeloup » « On dèt son kay sonnè, Travayè kay palé » « On dèt stati politik, on dèt vèglaj, travayè kolèktivité an fòs é balan pé ké kapitilé » « Nou ni monné pou tout pyès » sont tous ces woch rivyè que secteur après secteur Nou komansé sanblé.

Plus que des slogans, ces paroles construites en situation dans la confrontation expriment mieux que tout discours la puissance que nous pouvons développer si nous en prenons conscience.

Puissance et conscience qui ont d'ailleurs permis aux militants de l'UTHTR-UGTG de démasqué les Vial-Collet et Vion dans leur entreprise d'arnaque des collectivités et de faire gagner aux travailleurs du Tourisme plus de respect et plus d'argent pour vivre. Il nous reste a ba yo koutchanm...Woté pat aw.

**« Sé Fanm, Nonm é Angajman
An konsyans balan é inité
San janmen manjé an men a yo
Ka kalbandé espwatasyon kapitalis é kolonyalis. »**

**Conseil syndical UGTG
P-à-P, le 21/02/05**